

EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2005

Le budget de l'Etat s'est exécuté, de janvier à juin 2005, dans un environnement marqué principalement, au plan international, par une hausse continue des cours internationaux du pétrole brut, et, au plan national, par le ralentissement du rythme de la croissance économique.

Dans ce contexte, les recettes budgétaires des six premiers mois de l'année se sont élevées à 770,1 milliards de FCFA, contre 620,4 milliards pour la même période en 2004, soit une augmentation de plus de 24% d'une année à l'autre. La forte augmentation des recettes budgétaires a été observée tant au niveau des recettes pétrolières (+51,3%) qu'à celui des recettes non pétrolières

Les recettes pétrolières, constituées de la redevance pétrolière versée au Trésor public par la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) et de l'impôt sur le bénéfice des compagnies pétrolières, ont représenté un peu plus de 23% du montant total des recettes collectées qui s'élèvent à 179,1 milliards, contre 118,4 milliards au premier semestre 2004. Cet accroissement très important des recettes pétrolières s'explique principalement par la forte augmentation des cours mondiaux du pétrole brut qui ont dépassé le seuil de 60 dollars US par baril au milieu de l'année.

Les **recettes non pétrolières** quant à elles se sont élevées à 591,1 milliards, connaissant ainsi une augmentation de plus de 17% par rapport à la même période de l'année 2004. Cette augmentation s'explique notamment par une amélioration du recouvrement des recettes des impôts et taxes : 364,5 milliards de F., +13,2%), des recettes douanières (165,1 milliards, +6,9%), et des recettes non fiscales : 65,5 milliards, +91,5%).

L'augmentation des recettes fiscales est en grande partie due à un bon suivi par l'administration fiscale qui s'est traduite par une forte augmentation de l'impôt sur les sociétés non pétrolières qui se sont élevés à 102,6 milliards, (+40,9%) et des droits d'accises : 22 milliards, en augmentation de 17,6% et, dans une moindre mesure de la taxe sur la valeur ajoutée : 108,2 milliards (+3,1%).

L'amélioration des recettes douanières, s'explique quant à elle par la mise en œuvre de nouvelles mesures fiscales dont l'une des résultantes est le bon comportement de la TVA à l'importation (+8,7%) et, celles des recettes non fiscales, par une amélioration des dividendes exceptionnels versés par les entreprises du secteur public et parapublic au cours de la période sous revue.

Les **dépenses budgétaires effectuées** à fin juin 2005 s'élèvent à 675,3 milliards de FCFA et sont en augmentation de 16,4 milliards de FCFA (+ 2,5%) par rapport à la même période de l'année 2004. Cette augmentation résulte toutefois d'une évolution contrastée des principaux postes de dépenses, caractérisée par :

- une baisse d'environ 3% des dépenses courantes qui se sont élevées 456 milliards de F. en juin 2005 contre de 469,4 milliards l'année antérieure ;
- une exécution timide des dépenses d'investissements : 72,1 milliards, (-2,3%), explicable surtout par le faible niveau des dépenses d'investissements effectuées sur ressources propres ;
- un niveau de règlement supérieur, par rapport aux prévisions, du service de la dette publique : 138,5 milliards de F, (+12%), explicable par le reversement au compte spécial PPTE des arriérés dus au titre de l'exercice 2004.

L'évolution à la baisse du niveau des dépenses courantes s'explique notamment par les efforts effectués pour ramener le volume de la dépense de personnel : 204,6 milliards, (-4,3%) à des niveaux compatibles avec les effectifs des personnels de l'Etat et maîtriser les dépenses sur biens et services (176,4 milliards, soit une baisse d'environ 4%).

La position extérieure du Gouvernement a quant à elle enregistré un solde net négatif de 41,5 milliards de F, résultant d'une faible mobilisation des financements extérieurs (18, 7 milliards de F) et d'un niveau relativement élevé de l'amortissement du principal de la dette extérieure (60,2 milliards de FCFA).

Enfin, la Position Nette du Gouvernement s'est améliorée, se traduisant notamment une forte diminution (120 milliards de F en valeur absolue) des engagements de l'Etat à l'égard du système bancaire.

Tableau sur l'exécution budgétaire à fin 2005

RUBRIQUES	janv-juin 04 (a)	janv-juin 05 (b)	Variation en % (b/a)	Variation absolue (b - a)
RECETTES				
I- Recettes. Pétrolières.	118,4	179,1	51,3	60,7
1-Redevance SNH	101,6	156,4	53,9	54,8
2- IS pétrole	16,8	22,7	35,1	5,9
II- Recettes non pétrolières	502,0	591,1	17,7	89,1
1- Recettes Fiscales	476,5	529,7	11,2	53,2
a- Recettes impôts et taxes	322,0	364,5	13,2	42,5
dont -TVA	104,9	108,2	3,1	3,3
-IS non pétrole	72,8	102,6	40,9	29,8
-Droits d'accises	18,7	22,0	17,6	3,3
b- Recettes douanières	154,4	165,1	6,9	10,7
dont - droit de douane import.	85,0	86,3	1,5	1,3
_TVA import.	65,4	71,1	8,7	5,7
2- Recettes non fiscales	34,2	65,5	91,5	31,3
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	620,4	770,2	24,1	149,8
DEPENSES				
I- Dépenses courantes	469,4	456,0	-2,9	-13,4
Dépenses de personnel	213,9	204,6	-4,3	-9,3
Dépenses de Biens & Services.	183,5	176,4	-3,9	-7,1
Transferts et pensions	72,0	75,0	4,2	3,0
II- Dépenses investissement	73,8	72,1	-2,3	-1,7
Sur financements extérieurs	17,9	23,6	31,8	5,7
Sur ressource propres.	56,0	47,7	-14,8	-8,3
III- Service de la dette publique	123,1	138,5	12,5	15,4
Dette extérieure	70,5	85,8	21,7	15,3
Dette intérieure	52,6	52,7	0,2	0,1
TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES	658,9	675,3	2,5	16,4